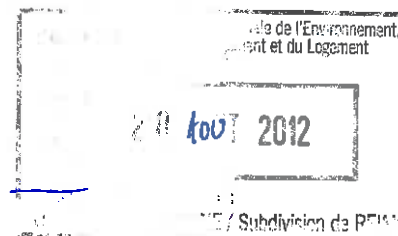




PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale des territoires  
S.E.E.P.R.  
Cellule procédures environnementales



LF  
Installations classées  
n° 2012 MD 92 IC

**ARRÊTE PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**  
**Société Aluminium FERRI à GIVRY EN ARGONNE**

le préfet  
de la région Champagne-Ardenne  
préfet du département de la Marne  
Officier de la légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du mérite

**Vu :**

- le livre V du code de l'environnement,
- l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées,
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 94 A 12 IC du 14 avril 1994, modifié notamment par les arrêtés préfectoraux des 16 novembre 1994 et 9 octobre 2001,
- l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2008 mettant en demeure l'exploitant de respecter certaines des dispositions des actes visés ci-dessus,
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 septembre 2008,
- le compte rendu de la visite menée sur le site par l'inspection des installations classées le 15 mai 2012,
- le courrier de réponse de l'exploitant prenant un certain nombre d'engagements en date du 22 mai 2012,
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 juillet 2012,

**Considérant :**

- que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées sont applicables à la société Aluminium Ferri ;
- que les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 94 A 12 IC du 14 avril 1994, modifié notamment par les arrêtés préfectoraux des 16 novembre 1994, 9 octobre 2001 et 19 septembre 2008 sont applicables sur le site sans préjudice de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 ;
- que le site présente les non-conformités suivantes :
  - le volume de la rétention de la chaîne d'anodisation est insuffisant (article 6-III de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif à la rubrique 2565) ;
  - le plan des réseaux de collecte des eaux du site n'est pas à jour (article 7 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif à la rubrique 2565) ;
  - aucun dispositif de rétention des eaux d'extinction d'incendie n'est mis en place (article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif à la rubrique 2565) ;
  - les eaux usées industrielles sont infiltrées (article 17 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif à la rubrique 2565) et aucun dispositif d'évacuation des eaux par canalisation étanche n'a été mis en place conformément à l'article 4a) de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2001 ;

- le niveau de rejet des métaux n'est pas surveillé hebdomadairement (article 34-III de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif à la rubrique 2565) ;

**Sur proposition** de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Marne

## **A R R E T E**

### **Article 1 :**

La société Aluminium FERRI, dont le siège social est situé à Givry-en-Argonne, est mise en demeure pour son établissement de Givry-en-Argonne :

- sous un délai d'**un an**, de réaliser un dispositif de rétention de la ligne d'anodisation conforme à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006,
- sous **3 mois**, de mettre en place une canalisation étanche conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2001 et permettant de respecter un rejet canalisé des eaux usées industrielles conforme à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 ;
- sous **3 mois**, de transmettre un plan à jour de tous les réseaux de collecte des eaux du site ;
- sous **1 mois**, de justifier le volume de rétention des eaux d'extinction d'incendie au regard des guides techniques D9 et D9A et d'en transmettre la démonstration (article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif à la rubrique 2565) ;
- sous **6 mois**, de réaliser le dispositif de rétention des eaux d'extinction d'incendie validé par le service départemental d'incendie et de secours (article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif à la rubrique 2565) ;
- **immédiatement**, de mettre en œuvre la surveillance hebdomadaire des métaux conformément à l'article 34-III de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 .

### **Article 2 : Délais**

Les délais visés à l'article 1 s'entendent à compter de la notification du présent acte.

### **Article 3 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 4 : Recours**

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un **délai d'un an** à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

## **Article 5 : Exécution et diffusion**

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le Directeur départemental des territoires de la Marne, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne et M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la direction de l'ARS Champagne-Ardenne, à la DIRECCTE, à la DDT – service urbanisme habitat, au service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, au service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Givry-en-Argonne qui en donnera communication à son conseil municipal.

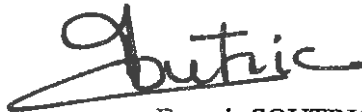
Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société Aluminium Ferri, implantée sur le territoire de la commune de Givry-en-Argonne, Zone Industrielle.

Monsieur le Maire de Givry-en-Argonne procèdera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le

**- 6 AOUT 2012**

Pour le Préfet et par délégation  
le Secrétaire Général de la préfecture



Francis SOUTRIC